LAND OF
AFRICAN
BUSINESS

Livre Blanc des IVème Rencontres du Land of African Business

- Abidjan 2018 -

Introduction

Depuis sa première édition en 2015, le Land of African Business, think tank d'échanges et de réflexions, s'est imposé comme un vivier de solutions pour le développement du continent africain. Pour l'édition 2018, le LAB s'est penché sur la thématique de l'Innovation. L'Afrique est-elle le futur royaume de l'innovation ?

La révolution numérique et digitale que connaît le continent africain a ravivé l'ambition entrepreneuriale et le désir d'innovation de sa jeunesse. Aujourd'hui, 59 % de la population africaine a moins de 25 ans et constitue un acteur incontournable de la croissance inclusive de demain. Il semble indispensable de soutenir ses succès, accompagner ses projets et valoriser cette culture entrepreneuriale.

Ainsi, le LAB tient à faire la promotion de cette jeunesse africaine, innovante et ambitieuse, au travers de l'African Rethink Award 2018 : concours récompensant 30 jeunes start-upper(euse)s, sélectionné(e)s parmi 232 candidats, sur la base d'un pitch de leur projet face à un jury d'experts (chefs d'entreprise, investisseurs, etc.). Une occasion pour eux de se faire connaître, de recueillir de précieux conseils et de concourir pour différents prix.

D'autre part, le LAB souhaite favoriser la collaboration des acteurs et ainsi le renforcement des écosystèmes afin de stimuler l'essor de l'économie numérique africaine. Faman Touré, Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Côte d'Ivoire, souligne six priorités : la mise en œuvre d'un cadre légal et réglementaire, la mise en réseau, une politique d'incitation au développement de contenus, l'accès aux services numériques et à internet, les plans de formation au numérique, et le soutien et la promotion des startups et des entreprises numériques.

C'est dans cette optique que le LAB rassemble experts, chefs d'entreprise et personnalités qualifiées : échanger et collaborer pour mieux répondre aux défis du continent et converger vers des solutions en matière de formation, d'insertion professionnelle, de financement et d'accompagnement des PME, de lutte contre l'isolement rural et d'accès à l'énergie notamment.

Éric Bazin, fondateur du LAB, résume cette volonté en reprenant les mots de Felwinn Sarr, philosophe sénégalais : « L'Afrique ne doit pas courir sur les sentiers qu'on lui indique, mais marcher prestement sur la voie qu'elle se sera choisie ».

Sommaire

Soirée inaugurale : Le défi des enfants fantômes

Partie 1 : L'innovation : clé du développement
L'innovation inversée : quand la créativité vient du Sud
Grand témoin - Lab Innovation de la Société Générale en Afrique
L'innovation au service du désenclavement
Grand témoin - Atos - L'innovation par le digital
L'éducation et la formation : clé de voûte du développement
Restitution des ateliers "La redynamisation des zones rurales : un enjeu vital ?" et "Articuler et professionnaliser la réponse au défi énergétique"

Partie 2 : Comment construire un environnement où tous ont les moyens d'innover, de créer et de participer à l'économie du pays ?
Jeunesse, Formation et Emploi dans les pays du continent africain
Etude "Jeunesse et Emploi"
Formation : Etat des lieux et mécanismes de fonctionnement
Restitution de l'atelier "Développer et pérenniser les systèmes d'éducation et de formation : quelle(s) solution(s) ?"
Accompagner l'entrepreneuriat et l'innovation
Financement et accompagnement des PME
Repère - Afric Innov - La mise en réseau et le renforcement de capacités des structures d'accompagnement au service de l'entrepreneuriat africain
Restitution hackathon : Abidjan Policy Hackathon

Conseil Présidentiel pour l'Afrique : un nouveau partenariat entre la France et l'Afrique ?

African Rethink Awards : un concours entrepreneurial pour l'Afrique

Bilan

Le défi des enfants fantômes : débat autour de la diffusion du film documentaire *Enfants fantômes : un défi pour l'Afrique*

Participants :
M. Michel WELTERLIN - France - Producteur du film documentaire « *Enfants fantômes : un défi pour l'Afrique* ».
M. Jacques KRABAL - France - Secrétaire Général de l'Assemblée Parlementaire Francophone.
M. Abdoulaye HARISSOU - Cameroun - Co-auteur avec Laurent Dejoie du livre *Les Enfants Fantômes* (2014).
M. Adama SAWADOGO - Burkina Faso - Créateur d'ICivil

Modérateur : M. Eric BAZIN - Fondateur Land of African Business

Dans le monde, 230 millions d'enfants n'ont pas d'identité civile. Ils n'ont pas été enregistrés à la naissance par leurs parents et sont donc inconnus et invisibles aux yeux des services administratifs de leur pays, d'où ce nom : « les enfants fantômes ». On estime que 40 % des enfants qui naissent en Afrique n'ont aujourd'hui pas d'état civil.
Diffuser ce film lors du Land of African Business pouvait apparaître comme un pari. Le LAB est avant tout un lieu d'échange pour des entrepreneurs africains et d'acteurs essentiellement économiques, dont les préoccupations peuvent parfois être éloignées d'un thème comme l'identité civile. Mais, en réalité, l'état civil représente un instrument de développement économique et social majeur puisqu'il est de fait le socle sur lequel les décideurs politiques s'appuient pour orienter au mieux leurs actions grâce à des données statistiques démographiques fiables, base de toute prévision ou de la planification économique et sociale. En cela, cette volonté du LAB de mettre en lumière cet enjeu, rejoint son objectif premier qui est de « rassembler et sensibiliser au changement global de nos modes de vie et de gouvernance, les acteurs économiques, académiques, associatifs, institutionnels et médiatiques du continent africain.»

Sans identité officielle, ces enfants n'ont accès ni à l'éducation ni au système de soins, et ils sont dépourvus de leurs droits politiques tel que le droit de vote. Ainsi au Sénégal, ces enfants fantômes sont rapidement marginalisés car leur inexistence administrative empêche leur inscription scolaire lors de leur passage au secondaire. Les plus vulnérables d'entre eux peuvent se retrouver mêlés à des réseaux de trafics d'organes et de drogues, de travail forcé, de prostitution voire enrôlée de force dans des milices armées. Les populations prennent désormais conscience de l'intérêt d'avoir une identité civile. Il y a plusieurs obstacles à l'enregistrement civil des enfants : l'éloignement des centres administratifs, le coût de l'acte administratif en lui-même qui peut être facturé (timbres fiscaux), l'identification ethnique qui conduit à des discriminations dans certaines régions et l'inégalité homme/femme dans certains pays qui empêche les mères de déclarer elles-mêmes leurs enfants.

Il existe pourtant des solutions qui pourraient rapidement être mises en place dans les régions concernées, mais un manque de volonté politique pour impulser un véritable changement persiste.

D'abord ce problème est souvent méconnu ou relégué par les gouvernements derrière des sujets d'urgence en apparence plus immédiats comme la faim, la santé ou l'éducation. Ensuite on peut craindre une volonté délibérée de certains gouvernements d'éviter le sujet, car reconnaître les enfants de son pays implique en effet de mettre en place des politiques structurelles de développement très coûteuses comme la construction d'écoles, de centre de soins, ou des aides aux familles, que ces autorités n'ont pas les moyens de financer. L'Assemblée parlementaire de la Francophonie, dont la mission, est de « *promouvoir la démocratie, l'État de droit et les droits de la personne,* » invite et accompagne tous les parlements de l'espace francophone à légiférer pour mettre en place des registres d'état civil fiables, gratuits et publics.

"La solution appartient aux Africains, ce sont les seuls qui pourront stopper l'hémorragie et changer les choses." Michel Welterlin

Ainsi, en parallèle et en complément de mesures gouvernementales, les entrepreneurs africains peuvent apporter des solutions pratiques et concrètes, qui, déployées à grande échelle, pourront réduire le nombre de ces enfants « fantômes », sans identité et donc sans droits. C'est tout le projet d'Adama Sawadogo qui a lancé l'application iCivil au Burkina Faso. Cette application permet de déclarer et d'enregistrer les naissances par SMS. Le système fonctionne avec un bracelet à bulles donné au nouveau-né et une identification numérique. Des actes de naissance pourront ainsi être facilement délivrés aux familles des bébés ainsi identifiés. Cette solution est déjà mise en place dans plusieurs centres de naissance. En imaginant que l'Europe et des institutions comme l'UNICEF engagent des moyens dans ce projet, le déploiement de cette solution pourrait être rapide et figurer comme un nouvel exemple de *leap frog*.

Enfin, la sensibilisation des représentants de l'État, des acteurs locaux et des populations est cruciale. La société civile doit se mobiliser pour faire pression sur les autorités et impulser des coopérations multilatérales entre ONGs, organismes internationaux, pouvoirs publics et acteurs privés qui puissent proposer des solutions pour mettre fin rapidement au problème.

PARTIE 1 : L'INNOVATION : CLÉ DU DÉVELOPPEMENT

L'innovation inversée : quand la créativité vient du sud

Participants :
M. Laurent TAMEGNON - Togo - Président du Conseil national du Patronat du Togo
M. Mokkhtar ZANNAD - Tunisie - Président directeur général - Nielsen Recycling
Mme. Régina MBODJ - Sénégal - Directrice générale - CTIC Dakar
M. Samir ABDELKRIM - France - Président - StartupBRICS

Modérateur : M. Franck BERTHOD - France - Président - Antilop Capital

Le terme d'« innovation inversée », bien que largement utilisé dans les revues d'économie, ne va pas sans poser quelques difficultés et révèle certains enjeux inhérents à l'innovation sur le continent africain.

Prise au sens strict, cette expression pourrait impliquer que l'innovation trouverait une origine "naturelle" au sein des pays du Nord. L'innovation inversée (dans le texte original « reverse innovation ») est un terme utilisé pour la première fois en 2012 dans un article de la Harvard Business Review intitulé "How GE is disrupting itself". Cet article décrit comment General Electric trouve dans les marchés du Sud des leviers de croissance - tant sur le plan méthodologique que sur le plan technique ou marketing - et tente de les reprendre dans les marchés du Nord. L'auteur oppose ce concept à la glocalization (qui consiste en la réplication d'un même produit, adapté au marché local, partout dans le monde).

D'autre part, elle ne doit pas être confondue avec l'innovation frugale ou encore l'innovation Jugaad. L'innovation frugale ou innovation Jugaad, popularisée par les ouvrages de Navi Radjou, peut être résumée par la formule "Do more with less". Certains exemples récents d'innovation frugale sont :

- Le Foldscope : microscope optique inventé en 2012, il s'agit d'un microscope fabriqué à partir de pliages en papier, pour un coût de production minime, allant d'un demi à moins d'un dollar américain, et permet de grossir jusqu'à plus de 2 000 fois.
- Le MittiCool Refrigerator : réfrigérateur fabriqué à partir d'argile par Mansukh Prajapati et qui permet de maintenir la température à l'intérieur du réfrigérateur 15 à 20°C en dessous de la température extérieure.

La notion d'innovation inversée est en effet plus large puisqu'elle désigne toutes les innovations mises au point dans des pays du Sud qui sont ensuite reprises dans des pays du Nord. Deux exemples peuvent permettre de mieux la comprendre :

- Le shampooing Elsève Total Repair 5 : shampooing mis au point au Brésil pour les cheveux très abîmés. Aujourd'hui, il est vendu largement dans les pays du Nord et est même devenu la deuxième référence la plus vendue de la gamme Elsève.
- Le VScan : échographe portatif créé à destination des zones reculées d'Afrique pour pallier les défauts d'alimentation en électricité. Aujourd'hui ce produit est largement commercialisé dans les pays du Nord (notamment en France).

La créativité est une caractéristique forte des sociétés africaines ce qui confirme que le terme « innovation inversée » n'est donc pas forcément le plus adapté pour désigner la créativité africaine. Pour Regina Mbodj, "l'innovation inversée est un mot marketing" et sous-entend que l'innovation vient du Nord, lorsqu'au contraire, les idées innovantes foisonnent en Afrique. Les solutions les plus ingénieuses trouvent souvent leur source dans des réalités de terrain ; c'est en répondant aux défis du quotidien qu'elles émergent. Il faut donc lutter contre cette représentation du Sud comme uniquement absorbant les innovations du Nord (ou n'étant innovante qu'en fournissant des idées au Nord).

Néanmoins, l'innovation ne peut véritablement exister sans moyens. Les idées ne suffisent pas. Il leur faut un écosystème opportun pour se transformer en innovation. L'action de l'Etat est déterminante pour créer les conditions propices à l'innovation, parmi lesquelles et entres autres, un accompagnement et un soutien étatique de la R&D et des jeunes entreprises. Selon les chiffres de l'UNESCO de 2013, les Etats d'Afrique Subsaharienne sous-investissent largement dans la R&D en ne consacrant que 0,4 % de leur PIB à la R&D contre une moyenne mondiale supérieure à 2 %.
De fait, les « innovations inversées », c'est-à-dire provenant des pays du Sud, les plus connues, sont souvent le fait de multinationales du Nord qui ont les moyens et les équipes pour engager des projets innovants longs et complexes.
Ainsi, M-PESA a été créé au Kenya par la compagnie Safaricom appartenant au groupe britannique télécommunications Vodafone. L'histoire de cette innovation est néanmoins particulièrement intéressante. L'entreprise s'est rendu compte en 2004 d'un trafic anormalement élevé de R-Time, l'unité de crédit de communication. Ce trafic reflétait une utilisation du R-Time comme monnaie par les Kenyans, non bancarisés, afin de faciliter et sécuriser leurs transactions de la vie quotidienne. De là est né l'idée du M-Pesa : un paiement par mobile qui ne nécessite qu'un téléphone et un moyen d'identification. C'était pour répondre à ce besoin d'un moyen de transaction fiable et rapide, bien moins urgent dans les pays du Nord, que l'innovation est apparue. Aujourd'hui ce concept se retrouve dans les pays du Nord également, avec des applications comme Lydia.

Par ailleurs, s'il faut souligner l'inventivité et l'ingéniosité des entrepreneurs sur le continent, il semble évident que sans moyens et sans soutien, cette vague entrepreneuriale n'engendrera que très peu de résultats. Samir Abdelkrim a cité des collectifs comme 10 000 Codeurs qui, en innovant, arrivent à des résultats prometteurs avec peu de moyens. Cependant, leur développement est limité par le manque de financements et de soutien.

Néanmoins, on ne peut imaginer une structure africaine pérenne qui se calquerait sur des normes occidentales pour faire face à ses enjeux : il faut des solutions africaines pour résoudre les problèmes africains. Les entrepreneurs africains sont les mieux placés pour répondre aux besoins des marchés. C'est par la conception de produits et services qui répondent aux besoins des sociétés africaines que les entreprises et entrepreneurs africains se distingueront et construiront leur croissance. Ces entreprises agiles et locales peuvent proposer des solutions plus adaptées en termes de services et plus avantageuses financièrement que les multinationales. Après avoir conquis leurs marchés nationaux, un développement de ces entreprises au-delà des frontières africaines est envisageable. L'exemple de l'entreprise tunisienne de Mokhtar Zannad, Nielsen Recycling solutions, l'illustre parfaitement. A partir de solutions techniques de recyclage

conçues en Tunisie, cette entreprise, après s'être lancée sur les marchés d'Afrique subsaharienne, se lance sur les marchés européens.

Grand Témoin : M. Florent YOUZAN - Sénégal - Directeur général Lab Innovation - Société Générale en Afrique.

Le Lab Innovation Afrique, créé par la Société Générale en février 2016, a pour vocation de stimuler et d'accélérer l'innovation au sein des filiales d'Afrique subsaharienne du Groupe.

« Chaque problème d'un africain est une idée d'entreprise car l'Afrique est riche de ses problèmes. J'ai décidé de changer de perception sur l'Afrique. Il y a l'Afrique des valeurs, le continent des talents. La créativité est la capacité à changer de perception ».

L'Afrique, riche de ses problèmes, doit créer des espaces d'innovation nécessaires pour cultiver ses talents.

La banque est un pourvoyeur de services et un accélérateur de développement. Elle doit s'adapter et être un vecteur de changements que ses clients reconnaissent comme positifs.
Le Lab innovation soutient des projets innovants capables de changer le quotidien s'appuyant sur l'innovation frugale. Par exemple, le Lab soutient une start-up ivoirienne qui porte un projet facilitant l'accès à l'assurance maladie. En prenant en compte l'importance de l'usage du *mobile-money* en Afrique, cette start-up met en place une banque alternative qui s'appuie sur cette habitude : à chaque transfert, les utilisateurs reçoivent des bonus sur un compte d'épargne pour l'assurance maladie.
L'évolution des mentalités, concernant la créativité et l'innovation, doit aller de pair avec l'implication horizontale de tous les acteurs (États, ministères, fonds de garantie de prêts bancaires, fonds d'amorçage, dispositifs d'accompagnement, etc.) afin de garantir un écosystème propice à l'innovation et au développement de projets. La banque a son rôle à jouer dans la création de ces écosystèmes en tant qu'actrice de terrain et experte des besoins des populations.

L'innovation au service du désenclavement

Participants :
Stéphane MONNEY MOUANDJO - Cameroun - Directeur général - CAFRAD
Sarah TOUMI - Tunisie - Entrepreneuse Sociale - Acacias for All
Hermann KOUASSI - Côte d'Ivoire - Président Incub'Ivoir
Philippe MIQUEL - France - Directeur Afrique de l'Ouest et Centrale - Engie

Modératrice : Haby NIAKATE - Côte d'Ivoire - Co-fondatrice Ojiii - journaliste

Les territoires enclavés, exclus de la mondialisation et des échanges (marchandises, hommes, informations, flux financiers), pâtissent d'une absence d'accès aux services de base (santé, éducation, énergie), aux marchés et aux infrastructures et réseaux de communication. L'attractivité des littoraux et des grandes métropoles, qui est le résultat des orientations de l'économie coloniale et de la mondialisation, a abouti à l'isolement des zones rurales et de leurs populations. Pour exemple, au Sénégal, le taux de couverture électrique est de 57 % en milieu urbain contre 10 % en milieu rural.

Comment les Etats et les entreprises se saisissent-ils de cette problématique pour intégrer au marché et connecter ces territoires ? Comment l'innovation peut-elle réduire les écarts socio-économiques entre les zones urbaines et les zones rurales ?

La décentralisation énergétique : une révolution plaçant les clients au cœur de la production d'énergie

Le secteur de l'énergie illustre comment les nouvelles technologies et leurs utilisations innovantes peuvent transformer les rapports entre le centre et les périphéries. Aujourd'hui, les systèmes centralisés de production sont appelés à laisser la place aux systèmes décentralisés d'exploitation des énergies renouvelables. Les clients deviennent des producteurs d'énergie : par la valorisation des déchets, ou encore via leurs kits solaires individuels (1,6 million de kits solaires d'Engie sont connectés en milieu rural), ils peuvent alimenter à leur tour des réseaux de distribution d'électricité s'ils surproduisent au regard de leurs besoins.

« Le secteur de l'énergie est en pleine révolution. Nous étions habitués à de grandes centrales ou à de grands barrages qui alimentaient des réseaux. Ce système-là s'inverse de façon irréversible. Aujourd'hui, ce sont nos clients qui deviennent eux-mêmes producteurs d'énergie ».
Philippe Miquel

Ces nouveaux systèmes décentralisés participent au désenclavement en permettant une électrification de l'Afrique à moindre coût de production d'énergie puisque la connexion aux réseaux fixes demeure quatre fois plus chère.

Les politiques gouvernementales viennent parfois se heurter à cette tendance de décentralisation de la production d'énergie : en préférant un tarif unique de consommation d'électricité, elles supposent un raccordement au réseau des zones rurales enclavées qui est coûteux, et que les zones denses paient l'accès à l'électricité des zones rurales. Avec les kits solaires, symboles de cette décentralisation, les ménages paient le kit puis disposent de l'installation.

« C'est à cause des politiques d'électrification par le réseau que les zones rurales n'ont pas accès à l'électricité et sont défavorisées car l'accès au réseau coûte beaucoup trop cher ».
Philippe Miquel

La révolution digitale au service du désenclavement

Dans le domaine de l'éducation, la révolution numérique amène de nouvelles pratiques de pédagogie, mêlant l'utilisation d'outils numériques « nomades » comme les téléphones ou les tablettes (le taux de pénétration du portable est de 90%), et l'enseignement en présentiel. Les TICE (technologies de l'information et de la communication en éducation) tirent profit des fonctionnalités de ces outils (échange voix, sms, lecture de fichiers texte, audio, vidéo…) pour améliorer la qualité des enseignements et la formation des enseignants. Des programmes comme « One laptop per child » (association américaine) s'associent aux gouvernements pour assurer un équipement à moindre coût des écoles : ce sont 2,4 millions d'ordinateurs qui ont été distribués dans le monde depuis le début du programme en 2005.

Etant donné la croissance du taux de scolarisation de la population africaine qui devrait doubler d'ici 2050 (pour atteindre 2,2 milliards), ainsi que le nombre d'enfants non scolarisés (20 % des enfants de 6 à 11 ans d'après l'UNESCO), il devient urgent de tirer profit de ces innovations pour un système éducatif plus inclusif et plus performant.

« Le numérique apporte des solutions. Il permet aux étudiants d'apprendre avec des méthodes modernes. Le téléphone portable est un meilleur outil pour l'accès au savoir »
Hermann KOUASSI

Le téléphone mobile s'est aussi imposé comme l'outil de transaction privilégié de ces zones isolées. Le « Mobile Money » désigne le service de paiement par mobile lancé pour la première fois au Kenya en 2007 par M-Pesa. Ce service innovant s'est étoffé et les entreprises de télécommunication ont développé de nouvelles applications pour procéder à des transferts d'argent, au paiement de factures, au rechargement de crédits téléphoniques, à des demandes de prêts ou de microcrédits etc. Ces dernières opportunités de microfinancement sont vite devenues indispensables pour lancer une activité, suscitant ainsi des vocations entrepreneuriales.

Incub'Ivoir accompagne et soutient par exemple une start-up qui développe une application mettant à disposition des artisans, qui travaillent bien souvent dans le secteur informel, un outil de comptabilité et de traçabilité de leur activité commerciale. Le but est de les rendre crédibles auprès des établissements bancaires.

Les résistances au changement

L'adoption et l'utilisation par les populations isolées des technologies numériques, outils de désenclavement, soulèvent la question de l'éducation. Les populations rurales travaillent en effet souvent dans l'économie informelle (surtout agricole) et sont souvent analphabètes. Les nouvelles technologies, adaptées à l'agriculture, permettent de développer la gestion à distance des cultures grâce aux objets connectés (les pompes connectées par exemple) ; elles permettent aussi de récupérer des informations sur les prix de marché et d'optimiser ainsi les déplacements et la vente des récoltes.

Les projets innovants peuvent parfois remettre en question les systèmes économiques et sociaux locaux ou encore la centralisation de l'appareil administratif. Convaincre de l'intérêt de son projet devient alors une question de patience et de résultats.

« En Tunisie, 70% des terres sont en cours de désertification. On ne parvient pas à appliquer des solutions à cause des résistances au changement. Comment faire pour s'imposer ? Cela passe par les résultats : chez « Acacias for All », nous avons commencé par planter des arbres dans un village pour prouver que nous étions capables de créer une économie locale et d'améliorer la vie des femmes en plantant des arbres ».
Sarah Toumi, entrepreneuse sociale, « Acacias for all », membre du Conseil présidentiel pour l'Afrique.

« Acacias for All » a permis à 82 femmes d'êtres actrices de l'écologie et de la défense de l'environnement, en gérant leur propre parcelle d'environ 500m² et en montant leur filière agro-écologique sur les marchés locaux tunisiens. Par l'essaimage de ce nouveau modèle économique au sein de plusieurs villages, « Acacias for All » démontre qu'il existe une alternative aux grandes exploitations agricoles et une solution au problème de la désertification.

Mais un réel changement systémique ne pourra se passer d'une mise en réseau des populations enclavées et des innovations pour que celles-ci ne demeurent pas marginales.

« Les innovations partent de l'expérience du terrain, d'un savoir acquis au contact des premiers bénéficiaires »
Sarah TOUMI, entrepreneuse sociale, « Acacias for All », membre du Conseil présidentiel pour l'Afrique.

Grand Témoin - L'innovation par le digital

M. Damien GIRAULT - France - Directeur général pour l'Afrique de l'Ouest et Centrale - ATOS France

Le groupe ATOS prône un investissement en Afrique, par l'Afrique et pour l'Afrique, notamment en employant plus de 300 personnes au Sénégal. Sa stratégie d'innovation se heurte aux difficultés communes aux organisations liées aux obstacles réglementaires, au manque relatif de formation et de compétences techniques et enfin aux difficultés linguistiques.

Atos s'engage notamment pour l'innovation en organisant de nombreux hackatons ainsi que des lieux/labs créatifs.

L'Afrique apparaît comme une terre fertile pour l'innovation, et cela pour trois raisons :

- Le continent est riche de ses difficultés et de ses besoins.
- Les nombreuses solutions qu'il reste à inventer pour pallier le manque d'infrastructures à la fois pour les échanges matérialisés et dématérialisés.
- L'apparition de nouvelles technologies accessibles à tous.

Ces dernières technologies ont permis un "leap frog" ces dernières années grâce à la téléphonie, l'internet mobile et la fibre. Le mobile money en est l'exemple le plus connu. Une nouvelle vague d'innovations a lieu aujourd'hui grâce à l'accès à l'énergie à bas coût, au off-grid, aux objets connectés, au Big Data, à l'intelligence artificielle et à la simulation digitale.

Néanmoins, l'agriculture et la sécurité alimentaire restent au cœur du développement africain d'autant plus que le changement climatique aura un impact sur les modes de cultures, ainsi que la disponibilité des terres arables et que la croissance démographique accentuera la pression sur les milieux naturels.

ATOS promeut et développe des actions concrètes pour relever ces défis en s'appuyant sur l'innovation et l'IoT (les objets connectés). Ces derniers permettent aux agriculteurs de collecter, via la technologie satellitaire, des données sur leur culture, leurs ventes et leur stock. On peut notamment citer l'exemple de la construction de pompes connectées pouvant être contrôlées à distance avec des smartphones.

L'éducation et la formation : clé de voûte du développement

Participants :
M. Issa SIDIBE - Côte d'Ivoire - Directeur général - Comoé Capital
Mme Ténin DIABATA-TOURE - Côte d'Ivoire - Présidente - Association Oasis
M. Paul GINIES - France - Eranov - Directeur CME de CIE
M. Sénamé AGBODJINOU - Bénin - Fondateur Woelab

Modérateur : M. Nassur M'HOUMADI - France - Directeur associé - Almteam Consulting

"L'éducation est l'arme la plus puissante qu'on puisse utiliser pour changer le monde." Nelson Mandela.
Lutter contre la pauvreté est un acte de justice, et l'éducation est le moyen le plus efficace d'y parvenir en donnant l'opportunité à chacun et notamment aux plus vulnérables de comprendre le monde et de participer à son évolution. Plus pragmatiquement, l'éducation a deux objectifs : le renforcement des compétences et l'augmentation de l'employabilité.

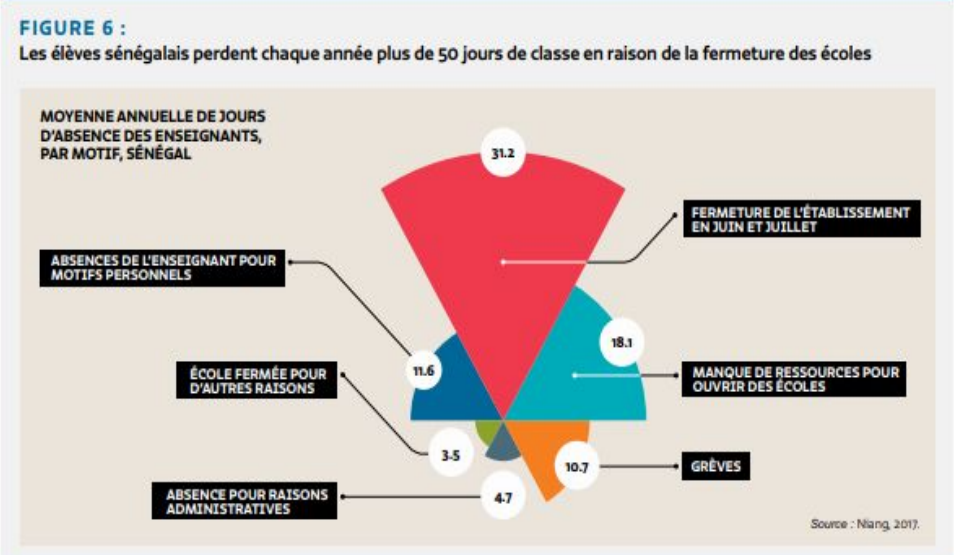
En septembre 2015, lors du Sommet sur le développement durable des Nations Unies, les États membres ont adopté officiellement à New York l'Agenda 2030 pour le développement durable. Ce programme contient 17 objectifs, notamment un nouvel objectif mondial pour l'éducation (ODD 4). Celui-ci a pour but d'assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et de promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie. Il définit sept cibles et fixe trois modalités de mise en œuvre. D'après l'UNESCO, pour assurer un accès à l'éducation à tous dans le monde, il suffirait de dégager huit milliards de dollars par an. C'est un chiffre qu'il faut mettre en perspective : aujourd'hui, les dépenses militaires mondiales représentent 5 milliards de dollars par jour.

Quel diagnostic sur l'éducation et la formation en Afrique ?

Premièrement, il existe un décalage entre la formation et les besoins exprimés sur le marché de l'emploi. Ce constat n'est pas pour autant une fatalité. Plusieurs success stories africaines peuvent le démontrer : le CME, Centre des Métiers de l'Électricité en Côte d'Ivoire est une initiative de la Compagnie Ivoirienne d'Electricité, appartenant à Eranove, une entreprise privée. Le CME est un centre de formation aux métiers de l'électricité que la CIE a créé pour s'assurer de l'adéquation entre ses besoins en compétences et le niveau de formation de ses futurs employés. Cette démarche illustre le fait que les entreprises privées doivent s'engager dans la formation au-delà de leur propre intérêt à court terme. Autrement dit, quand on forme pour le marché du travail, on doit accepter qu'une partie de cette formation ne soit pas employée immédiatement par l'entreprise.

L'autre défi de l'éducation en Afrique est d'assurer la qualité de l'enseignement et le suivi de chaque élève dans un contexte de besoins croissants. En moyenne, le ratio enseignant élève se rapproche de 1 pour 100. Cette situation s'explique en partie par le manque d'infrastructures et le manque de financement. Il ne suffit donc pas d'améliorer l'accès à l'éducation et la formation : la qualité et la quantité de l'offre éducative en Afrique demeure un enjeu majeur. Dans le secteur public, les classes sont souvent surchargées. Autre exemple, les fermetures

d'établissements scolaires, notamment lors d'absences des professeurs, coûtent chaque année plus de 50 jours de classe aux élèves sénégalais



Ces défis se retrouvent dans l'enseignement supérieur qui fait face à un triple paradoxe :

- Il reste encore réservé à une petite minorité, même si la croissance des effectifs y sera particulièrement forte car le taux d'accès augmente ainsi que le nombre de personnes diplômées du secondaire susceptibles d'y accéder. Il est insuffisamment développé par rapport au reste du monde. Ainsi, seuls 6 % des membres de la cohorte en âge d'accéder à l'enseignement supérieur étaient scolarisés dans des établissements d'enseignement supérieur en 2008, comparés à la moyenne mondiale de 26 %.
- Le niveau et la qualité sont insuffisants. Ainsi, entre 2006-2015, selon un rapport de la Banque Mondiale, il aurait fallu former deux fois plus de professeurs dans le supérieur qu'il n'en a été formé entre 1970 et 2006. Plus concrètement, au Sénégal, dans les deux principales universités publiques - Cheikh Anta Diop à Dakar et Gaston Berger à Saint-Louis - à peine 10% du personnel enseignant possède le titre de professeur.
- Les formations ne sont pas adaptées aux demandes des entreprises, comme mentionné ci-dessus, même si des structures ivoiriennes d'orientation sont créées et se développent, proposant des journées "carrière" organisées deux fois par mois.

Il existe cependant des initiatives gouvernementales pour renforcer la qualité des enseignants et assurer l'adéquation entre formation et emploi. Chaque année, en Côte d'Ivoire, 23 000 nouveaux professeurs sont formés avant d'arriver sur le marché de l'enseignement. Sur le même registre, l'Université Peleforo Gon Coulibaly (UPGC) de Korhogo a organisé une activité « hall du stagiaire » avec au moins 40 entreprises, en Juin 2018.
Pour autant, les statistiques montrent qu'aujourd'hui, ces initiatives sont trop timides, et que les efforts des gouvernements ne suffiront pas pour accompagner l'augmentation des effectifs des élèves.

Quel rôle les ed-techs peuvent-elles jouer dans ce cas ? Comment renforcer les compétences des leaders locaux ? Comment soutenir les initiatives locales face aux initiatives internationales ? Faut-il jouer sur leur complémentarité ?

Premièrement, l'accélération des changements technologiques et économiques induits par la mondialisation bouleversent le système éducatif traditionnel. Il faut pouvoir former des personnes dont le métier et les compétences évolueront tout au long de leur vie professionnelle. La solution à cette une crise de la transmission appartient à la jeunesse. Il faut impliquer les jeunes dans leur parcours d'apprentissage à travers des dispositifs innovant et flexibles. Ensuite, les technologies numériques peuvent aider les systèmes éducatifs à surmonter le défi d'assurer une éducation et une formation de qualité à des effectifs étudiants croissants.

La digitalisation de l'enseignement peut permettre d'abaisser les coûts du système éducatif tout en offrant du contenu de qualité. Par exemple, dans l'enseignement supérieur, les étudiants peuvent accéder par eux-mêmes, à la maison lorsque cela est techniquement possible, à de nombreuses ressources (comme les MOOCs des meilleures universités américaines ou européennes), pour compléter les compétences et connaissances transmises dans les universités et ainsi aller plus loin dans leur formation. Mais les infrastructures techniques existantes, en termes de réseau, limitent malheureusement ce potentiel. Pour illustrer ce propos et à titre d'exemple, l'Université de Cocody, la plus grande de Côte d'Ivoire, a digitalisé ses cours. Pour autant, les professeurs continuent à privilégier les cours physiques, faute de moyens physiques d'accès à internet pour les étudiants ou de ressources financières pour payer les données nécessaires. Des disparités fortes existent également entre les pays et les territoires, en termes des revenus ou encore de niveau d'équipement (couverture réseau, fibre, etc.).

Ainsi, le challenge réside dans la création d'un nouveau modèle et de nouveaux processus, inspirés de ceux existant dans d'autres pays et de leurs startups ed-tech, mais adaptés au contexte africain. En effet, le marché des ed-techs représente un potentiel de croissance formidable : seuls 3 % du marché des technologies virtuelles est dédié à l'éducation par la technologie. En Côte d'Ivoire, le gouvernement n'alloue que 5 % du budget éducation aux infrastructures. Pour faire naître cet écosystème et ces champions de la ed-tech africains, de nombreuses initiatives sont apparues. Beaucoup sont le fait d'entreprises privées qui parfois s'inspirent de leur propre expérience de formation de leurs employés. Par exemple, Digital Nation Africa, un programme créé par l'entreprise IBM, a pour objectif d'aider les PME et TPE à se développer via le digital. Le programme est piloté à partir des centres régionaux d'IBM au Maroc, en Afrique du Sud, en Egypte, au Kenya, et au Nigéria, et ambitionne de former 25 millions de personnes en compétences informatiques d'ici cinq ans. Cette hybridité, entre acteurs privés et publics, entre éléments académiques et professionnels, annonce de nombreux projets prometteurs dans le secteur de l'éducation.

Atelier : la redynamisation des zones rurales, un enjeu vital

Participants :
M. Jean-Delmas EHUI - Côte d'Ivoire - Président-directeur général - ICT4DEV.
M. Samir ABDELKRIM - France - Président - StartupBRICS.
Mme Zoussi LEY - Côte d'Ivoire - Directeur marketing - WeFly Agri.
M. Henri DANON - Côte d'ivoire - Coordinateur du programme e-Agriculture - MICENUP.
M. Jean Alexe ADOU NOMEL'ESS - Côte d'Ivoire - Président directeur général ALONE Group.
M. Pierre-Eloi GAY - France - Responsable Entrepreneuriat ESSEC Afrique.
M. Philippe BATREAU - France - Directeur-général - Epistrophe.
M. Steven DEVES-GIRAIN - France - Etudiant - l'ESSEC Business School

Rapporteur : Mme Victoria PETER - Allemagne - Directrice stratégie - Makesense Afrique.

Cet atelier a été mené par Victoria Peter, du collectif Make Sense, collectif dont la mission est de donner à tous les moyens d'innover. Elle a appliqué les méthodes apprises et éprouvées par son collectif afin que ce court moment soit l'occasion de proposer des solutions ou des méthodes innovantes pour faire face aux difficultés que rencontre le monde rural africain. En somme, il s'agissait dans un premier temps de faire un rapide brainstorming sur les problèmes du monde rural en Afrique, puis d'énoncer les solutions potentielles à ces problèmes pour enfin, par groupe, faire des propositions aux acteurs identifiés lors de la phase de brainstorming.

Les principales problématiques qui ont été évoquées sont :

1. L'enclavement des zones rurales. Peu desservies par les réseaux de transport ou d'électricité, ces zones ont difficilement accès aux marchés internationaux voire locaux. Le manque d'accès à l'information et à l'éducation ne facilite pas le changement des pratiques des agriculteurs.

2. Dans ces zones, l'informel est omniprésent. Il offre une solution à minima aux problèmes du quotidien mais complexifie l'action de l'Etat ou de toute institution auprès de ces populations.

3. Les Etats ne déploient pas d'efforts suffisants pour accompagner une transformation agricole qui est pourtant une nécessité, au vue des données démographiques et écologiques en Afrique.

Ce troisième point est crucial. En effet, même s'il est à noter des innovations dans les campagnes africaines comme par exemple des systèmes de bulletins météo par messages vocaux pour pallier l'absence d'accès à internet et l'illettrisme, ou encore l'utilisation de la technologie de la block-chain pour faciliter les échanges des denrées agricoles, comme Eleis Farm en Guinée, ces innovations ne sauraient être suffisantes.

Parmi les principales recommandations qui ont été faites, pour remédier aux défaillances des Etats, on retiendra :

1. La nécessité d'électriser les zones rurales. Cela permettrait de changer en profondeur les pratiques agricoles, rendant possible la mécanisation et la mise en œuvre de solutions offertes par le digital en matière par exemple d'éducation ou de commercialisation des denrées agricoles.

2. La nécessité de redessiner les règles du marché des denrées agricoles en Afrique. En effet, le constat est fait que les africains, paradoxalement, ne consomment pas local. La constitution de circuits courts vers les zones urbaines permettrait : (i) d'offrir aux populations rurales un large marché en pleine expansion, (ii) d'offrir à l'ensemble des africains des produits de bonne qualité, (iii) à terme de diminuer les prix en ôtant une partie des coûts et pertes liés au transport.

3. Enfin, que les Etats organisent des politiques à la hauteur des défis soulevés par les zones rurales. Par exemple, en établissant un cadastre dans les zones rurales ou en organisant l'utilisation des pesticides et des intrants pour une agriculture plus productive et plus durable - une part des sols en Afrique étant désormais inutilisables à cause d'une mauvaise gestion des intrants.

En résumé, les difficultés rencontrées dans les zones rurales cristallisent celles de l'Afrique, souvent une solution ne suffit pas, les difficultés étant systémiques.

Atelier : Articuler et professionnaliser la réponse au défi énergétique en Afrique

Participants :
Mme Marion FOUR - France - Chef de projet Graines d'espérance IECD
M. Alexandre CASTEL - France - Responsable développement Vinci Energie - Omexon
M. Jean Joseph BOILLOT - France - Economiste - Jury EDF Puzzle
M. Ange Frederik BALMA - Côte d'Ivoire - Lifi Led

Modérateur : Nassur MHOUMADI - France - Directeur associé - Almteam Consulting

L'énergie apparaît comme l'enjeu principal de la croissance et du développement en Afrique. 600 millions d'habitants n'ont pas accès à l'électricité, et encore des millions ne seraient pas reliés à un réseau électrique fiable et continu. Résoudre ce problème passe indéniablement par une meilleure gestion des ressources et par la promotion des énergies renouvelables.

Les enseignements de l'atelier sont les suivants :

- Ne pas réduire et limiter les énergies renouvelables au solaire :

Il est important de ne pas limiter les énergies renouvelables à l'énergie solaire. Ce type d'énergie est souvent privilégié par les entrepreneurs. Il est nécessaire d'explorer l'ensemble des énergies renouvelables disponibles, afin de créer des projets adaptés au maximum de contextes et de territoires. On peut notamment citer le méthane, la biomasse, ou encore l'éolien. Ainsi, par exemple un projet visant la récupération du méthane via la récolte de produits du manioc, a permis aux habitants d'un village de consommer ce surplus de gaz et l'eau résiduelle comme engrais pour les agriculteurs.

- Construire des compétences croisées:

Au-delà des problèmes de formation technique, les étudiants ont peu accès à une formation « Business ». Ils ont souvent peu de connaissances juridiques, comptables, commerciales et plus largement de gestion. Alexandre Castel, responsable du développement chez Vinci Energie Omexon constate qu'il n'est pas difficile de trouver des techniciens de base, contrairement à un manager d'équipe ayant 5-6 ans d'expérience.

- Créer des liens entre les entreprises et les écoles :

Faciliter l'accès des étudiants à des stages ou à l'apprentissage en entreprise apparaît comme la clé d'une formation efficace. En effet, de nombreux étudiants en fin d'étude disposent davantage de compétences théoriques que pratiques. De plus, les écoles souffrent souvent d'un manque d'équipement de pointe, et restent en retard technologiquement par rapport aux entreprises. Il existe de fait un réel manque d'expérience pratique en entreprise chez les diplômés, ce qui induit un temps d'adaptation plus long aux exigences du monde du travail.

Mettre en place des contrats professionnels devient une nécessité pour faire face à ce besoin. Il a été, par exemple, question de défiscaliser l'alternance pour inciter les entreprises à recruter des étudiants. Cette disposition, qui servirait autant les étudiants que les entreprises, pourra par la suite permettre à ces dernières d'attirer plus facilement des talents.

Les entreprises peuvent par ailleurs créer leur propre centre de formation privé. Des initiatives commencent à émerger, comme par exemple le Centre des Métiers de l'Electricité de Bingerville, à Abidjan, de la CIE, mentionné ci-dessus.

PARTIE 2 : COMMENT CONSTRUIRE UN ENVIRONNEMENT OÙ TOUS ONT LES MOYENS D'INNOVER, DE CRÉER ET DE PARTICIPER À L'ÉCONOMIE DU PAYS ?

Jeunesse, Formation et Emploi dans les pays africains

Une étude présentée par **M. Foly ANANOU** - Sénégal - Président - L'Afrique des Idées.

Atelier : Formation : États des lieux et mécanismes de fonctionnement

Participants :
M. Germain MEBA - Togo - Président CCI Togo.
M. Parfait KOUASSI - Côte d'Ivoire - 1er Vice-Président CCI CI.
M. Thierry SIBIEUDE - France - Directeur ESSEC Afrique.

Modérateur : Foly ANANOU - Sénégal - Président - L'Afrique des Idées

De la Conférence d'Addis-Abeba en 1961 aux Objectifs du Développement Durable, la communauté internationale s'accorde à dire que le niveau d'éducation et de formation joue un rôle positif dans le développement des pays. Ce rôle est d'autant plus crucial dans le contexte globalisé de l'économie de la connaissance. Les efforts des pays en développement appuyés par les institutions internationales ont permis de faire progresser sensiblement le taux de scolarisation net au primaire, de 84 % en 1999 à 91 % en 2014 (UNESCO). Néanmoins, le pilier n°4 des Objectifs du Développement Durable de l'Agenda 2030 « *Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie* » demeure un défi majeur.

Un premier enjeu majeur : ajuster l'éventail de formation avec les besoins du système productif

« Beaucoup de jeunes sont encore au chômage en Afrique mais pourtant l'emploi existe. En revanche, les jeunes ne parviennent pas à prétendre à cet emploi et les employeurs ne trouvent pas les compétences qu'ils recherchent chez les candidats. »
M. Foly Ananou

La formation technique et professionnelle ou même scientifique est indispensable pour favoriser le développement d'un secteur industriel dynamique. Or, les métiers techniques et scientifiques sont insuffisamment valorisés sur le continent africain. Parallèlement, il y a un manque dans le supérieur et le secondaire de formations scientifiques et/ou techniques de qualité. Dans son rapport de 2017, la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF), une agence spécialisée de l'Union Africaine, estime que le continent présente « un déficit de 4,3 millions d'ingénieurs et de 1,6 million de scientifiques et de chercheurs agricoles ». En effet, d'après la Banque Mondiale, seuls 22 % des diplômés africains sortent aujourd'hui de l'université avec un diplôme en sciences, technologies, ingénierie ou en mathématiques (ce qu'on appelle les filières STEM) contre un ratio de 40% en Chine. Les familles privilégient les études et carrières qui mènent vers le secteur public et les fonctions support.

« Les formations techniques sont limitées au niveau collège et lycée et comme la perception de la réussite pour les jeunes et leurs familles c'est de devenir cadre, personne n'a envie d'y aller. Dans l'imaginaire collectif, la réussite c'est de porter une veste le matin avec un

suitcase et aller au bureau. Donc le rêve des jeunes est soit de s'orienter vers une université soit vers une école de commerce. Or, la plupart des emplois qui se créent dans les plans d'émergence, ce sont des métiers techniques au service de l'industrialisation ».
M. Foly Ananou

On aboutit alors à une situation paradoxale où les diplômés de l'enseignement supérieur sont deux à trois fois plus exposés au chômage que les jeunes n'ayant pas poursuivi leur scolarité au-delà du primaire. En moyenne, un diplômé met cinq ans pour trouver un emploi correspondant à ses qualifications. Il est ainsi crucial que les choix politiques en matière d'éducation soient cohérents avec les besoins en main d'œuvre de l'appareil productif. Pour certains chercheurs comme Alain Nicolas, Katia Radja et Patrick Schembri, le développement des pays du continent sera soutenable uniquement s'ils sont capables d'ajuster mécaniquement l'offre éducative avec "*les besoins ressentis sur le marché local du travail*".

« On se retrouve avec des jeunes formés mais pas ceux dont on a besoin sur le terrain. »
M. Foly Ananou

Pour que cet ajustement fonctionne, plusieurs solutions sont envisageables.

« Il faut réussir à identifier les changements qui interviennent sur le marché. Le secteur privé doit accompagner l'Etat pour identifier les besoins actuels et à venir. »
M. Foly Ananou

Il y a d'abord un travail de sensibilisation et d'information auprès des familles et du public. L'information ne doit plus être réservée aux classes sociales aisées. Certains pays comme Singapour ou la Thaïlande ont mené des campagnes publicitaires pour montrer qu'il est possible de passer d'un métier technique à un poste de cadre. Il faut orienter les élèves vers des formations plus techniques dès le collège, les accompagner vers ces formations, en les valorisant. Il est également nécessaire de professionnaliser certaines formations universitaires pour former de futurs cadres intermédiaires, employables dans de nombreux secteurs émergents industriels.
Le secteur privé a lui aussi un rôle à jouer car il détient l'information. Ce sont les entreprises privées qui peuvent le mieux identifier quels sont les besoins et les transformations à venir. Elles doivent aider l'État à enclencher une transformation culturelle ainsi qu'un changement de perception des métiers techniques. Cela implique de renforcer les synergies et les transferts de savoirs entre les acteurs de l'éducation et les secteurs employeurs.

« Aujourd'hui, il n'y a pas de vraie promotion des filières techniques, pas de système d'orientation rigoureuse. »
M. Foly Ananou

Par ailleurs, il faut revaloriser ou créer les formations techniques et/ou scientifiques correspondant aux besoins de l'économie dans le secondaire et le supérieur. Le secteur privé peut jouer un rôle dans le financement et la mise en place de ces formations en termes d'expertise, de moyens techniques et de moyens financiers. Elles y trouvent un intérêt car le manque de formation renchérit pour elles fortement le coût des compétences.

D'après la Banque Africaine de Développement (2011), l'Afrique affiche les pourcentages parmi les plus faibles au monde concernant l'offre de formation formelle en entreprise. Ainsi, les entreprises européennes et japonaises consacrent respectivement 6 et 10 pour cent de leur masse salariale à la formation, contre 0,5 pour cent seulement pour les entreprises sud-africaines.

Selon M. Sibieude, les pays du continent africains ont besoin de compétences à des échelons intermédiaires pour assurer le management de proximité, essentiel pour le fonctionnement des entreprises. Il est donc nécessaire de mettre en place des filières de niveau bac-2 et bac+3. Ces formations doivent faire l'objet d'un partenariat entre des universités et des entreprises africaines et internationales. Les entreprises ont un rôle à jouer car elles ont tout intérêt à former des cadres africains pour l'Afrique en Afrique.

« Il faut favoriser des partenariats par les entreprises présentes dans les pays africains/ entreprises internationales. »
M. Thierry Sibieude

« Il y a des moyens techniques tout à fait accessibles comme une clause d'embauche: le financement des études par une entreprise en échange d'un engagement de l'étudiant à y travailler un certain nombre d'années.»
M. Thierry Sibieude

Un deuxième enjeu : créer des centres de formation d'excellence dans les pays du continent africain et mettre en place des systèmes de reconnaissance des compétences.

« Sans la qualité de la formation, tout ce que nous ferons sera vain. Cela passe par une volonté politique car il faut mettre d'énormes moyens pour l'éducation. Il faut que nous nous approprions ce savoir-faire dans la formation à travers notre jeunesse. »
M. Germain Meba

« On a besoin d'une volonté politique très claire. La première richesse ce sont les hommes. L'état doit concentrer plus de moyens et d'efforts sur la mise en place de structures de formation de qualité. »
M. Parfait Kouassi

Le niveau de formation n'est pas à la hauteur des attentes. Selon un récent rapport de l'AFD, la formation professionnelle souffre principalement *« d'une pénurie d'équipements et de formateurs qualifiés, d'une obsolescence des programmes de formation et des équipements, d'une insuffisance des budgets… »*. De plus, il est important de préciser que les perturbations sociales et économiques peuvent altérer la qualité de la formation.

« L'informel forme beaucoup mais ne donne pas de certifications. Il faut réussir à prouver les compétences. Il faut que l'État fasse plus d'efforts pour valider les acquis par l'apprentissage quelle que soit la formation. Au Togo c'est systématiquement fait. »
M. Foly Ananou

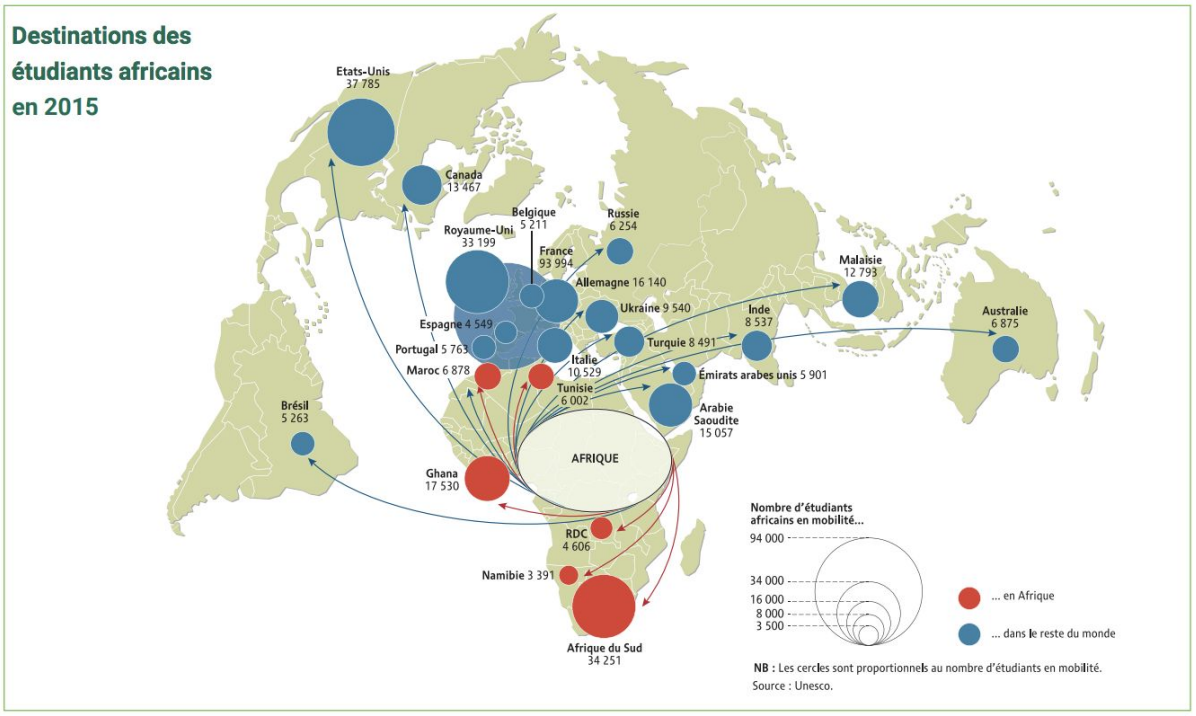
D'autre part, il est nécessaire que les savoirs développés dans le secteur informel puissent faire l'objet d'un certificat de compétences afin que les jeunes hors du système éducatif traditionnel puissent être intégrés dans le marché de l'emploi.

« Nos pays peuvent créer des centres d'excellence pour nos jeunes. »
M. Foly Ananou

Les institutions d'enseignement supérieur des pays du Nord ont conçu des normes de certifications et d'accréditations qui donnent (ou non) de la valeur à un diplôme ou à une université et les ont généralisées à l'échelle mondiale. D'une part, ces critères internationaux, qui sont implicitement imposés, nuisent aux pays du Sud qui se voient exclus de fait d'un système prestigieux et d'autre part, les élites de ces pays se détournent largement des systèmes d'enseignement locaux au profit des grandes institutions du "Nord". Pour certains, les pays du continent africain doivent s'affranchir de ces normes et créer des centres d'excellence qui correspondent aux besoins du continent. Pour d'autres, le système d'enseignement supérieur africain doit s'adapter et se transformer pour se conformer à ces référentiels et ainsi proposer une alternative crédible à ses jeunes et particulièrement aux meilleurs d'entre eux. Il s'agit là d'un effort considérable qui nécessite la mobilisation de moyens à la hauteur et un investissement des meilleurs établissements européens et américains qui ne doivent pas se contenter d'attirer les meilleurs jeunes africains chez eux mais venir sur place et s'installer en Afrique. Ceci passe par une redéfinition des dispositifs d'attribution des bourses de mobilité vers l'étranger et des aides publiques au développement, pour encourager les institutions du Nord à s'installer dans les pays et à y nouer des partenariats avec les meilleurs établissements locaux.

Un troisième enjeu : garder les talents

« Le fait d'envoyer nos enfants à l'étranger car la formation de qualité s'y trouve n'est pas une bonne chose. (...) Les parents aisés envoient leurs enfants en France. Les autres sont laissés pour compte. »
M. Germain Meba



LES NOTES DE CAMPUS FRANCE HORS-SÉRIE N° 16 – NOVEMBRE 2017

Destinations des étudiants africains en 2015

On estime que 30 % des cadres africains vivent en dehors du continent et que 20 000 travailleurs qualifiés quittent le continent chaque année. Le Fonds Monétaire International a même tiré la sonnette d'alarme en 2016 en déclarant que "*l'immigration de jeunes travailleurs qualifiés fait peser un lourd tribut à une région au capital humain déjà rare*". Le FMI souligne par exemple le départ des infirmières et médecins de Malawi, du Zimbabwe ou d'Angola qui auraient vu 70 % de ses médecins s'expatrier vers l'Europe. Si les revenus de la diaspora constituent un apport financier de subsistance conséquent pour certaines économies - un quart du PIB au Libéria - la fuite des cerveaux contribue néanmoins à fragiliser les territoires d'un point de vue social et économique.

Ceux qu'on appelle les "Repats" pourraient constituer la nouvelle manne de capital humain dont souffrent certains pays du continent. Si cette tendance est encore timide, de plus en plus de personnes qualifiées issues de la diaspora reviennent vivre dans leur pays d'origine, attirées par le dynamisme et les perspectives économiques qui se dessinent tout en ayant la volonté de contribuer au développement de leur pays.
L'Organisation Internationale pour les Migrants (OIM) reconnaît et encourage ce nouveau phénomène par le biais des programmes MIDA (migrations pour le développement en Afrique). Ces petites initiatives se concentrent pour le moment sur les secteurs nécessitant le plus de cerveaux comme celui de la santé par exemple. L'enjeu pour les pays est de mettre en place des politiques visant à attirer ces talents et à faciliter leur intégration voire réintégration sociale dans des pays qu'ils ont parfois peu connus (enfants d'immigrés, jeunes qui sont partis très jeunes pour étudier à l'étranger).

Atelier : Développer et pérenniser les systèmes d'éducation et de formation : quelle(s) solution(s) ? L'exemple du secteur informatique

Participants :
Fanny DAUCHEZ - Suisse - Responsable Afrique de l'Ouest - Seedstars
Denis DESCHAMPS - France - Délégué général - CPCCAF
Douglas MBIANDOU - Cameroun - Fondateur Objis - Programme « 10 000 Codeurs »
Korédé ODJA-BELLA - Côte d'Ivoire - Directrice générale Lagardère Active Radio Internationale (LARI)
Christian JEKINNOU - France - Directeur exécutif - Afric'Innov

Les systèmes d'éducation et de formation doivent tirer profit du développement des technologies du digital. Néanmoins, celui-ci est freiné par un triple manque d'infrastructures, de connaissances du langage informatique ainsi que d'investissements.

Quels outils permettront de développer les connaissances et les compétences informatiques ? Comment rendre le métier de développeur plus accessible ? Quel modèle économique proposer pour renforcer ces enseignements techniques ?

L'étude de cas de Etudesk et "10 000 codeurs" permet de dégager quelques grands principes fondateurs.

1. La connaissance des métiers du numérique et leur démocratisation est primordiale. Il y a une vingtaine de métiers directement liés à l'univers du numérique à très forte employabilité sur le continent, dont de nombreux jeunes intéressés par ce domaine ignorent même l'existence.
Par exemple, le numérique est devenu incontournable dans le secteur des médias (radio via applications sur téléphone, sur internet ...). Le média aujourd'hui se consomme désormais en permanence, en direct live ou en replay et cela sur différentes plateformes (TV, réseaux sociaux, radio, etc.).
On constate un manque de connaissance de ces métiers, qui ne sont pas nécessairement des métiers de développeurs (souvent par manque d'informations et de communication) par les jeunes. Actuellement, il n'existe pas de formation reconnue pour les digital managers et c'est la raison pour laquelle les sociétés trouvent difficilement des community/digital managers. Un travail conséquent est nécessaire pour améliorer la communication autour des choix d'orientation de la jeunesse, notamment sur ces métiers nouveaux et techniques, essentiels au développement du continent.

2. Des experts doivent être associés aux formations. Il est souhaitable, pour les organismes de formation, de faire appel à des professionnels extérieurs, avec de l'expérience en entreprise, pour animer les ateliers de formation. La formation est alors axée sur la transmission d'un savoir et de compétences techniques grâce à l'apport théorique, la pratique et le partage d'expérience.

3. Des cours alternant entre le présentiel et le numérique. Il faut dans un premier temps privilégier le présentiel, puis le numérique (enseignement dématérialisé) pour « le passage à l'échelle ». Pour chaque métier, comme par exemple administrateur de bases de données ou développeur, des supports de cours spécifiques sont nécessaires.

4. Une relation de proximité avec le monde du travail est indispensable : il est impératif que ces formations soient dispensées en fonction des besoins et des demandes du tissu économique afin d'assurer l'efficacité des cours et l'employabilité des étudiants. Il y a une pénurie de profils adaptés à ces métiers dans la « sous-région ». Des cabinets, comme Flex-Conseil, analysent les besoins du terrain en fonction du tissu économique et proposent des formations adéquates (similaires à celle de « 10 000 codeurs » qui donne beaucoup d'importance au rôle des experts formateurs).

5. L'apprentissage des soft skills (anglais, esprit d'initiative, développement personnel, savoir-être, CV, préparation aux entretiens …) est aussi important que celui des hard skills.

Quel modèle économique et organisationnel pour ces formations ?

Il faut garantir que la formation soit de qualité et accessible à tous (notamment grâce à des bourses). Le financement de la formation peut se faire par les entreprises, les parents et les étudiants ainsi que par les États et institutions internationales. Il est également capital que l'État soit présent aux côtés des acteurs de la formation, pour garantir la qualité et la fiabilité de ces enseignements.

La démocratisation de la formation ne doit pas aboutir à une dégradation de la qualité. Il faut trouver une solution pérenne permettant la sensibilisation du plus grand nombre dès le plus jeune âge afin de favoriser une insertion maximale dans le monde du travail.

Peut-on faire de l'Afrique l'atelier mondial de l'informatique ?

L'Afrique est forte de sa jeunesse, et elle peut en effet devenir l'atelier mondial de l'informatique, à condition de prendre en main la formation de cette jeunesse et de lui offrir des modèles et perspectives de réussite auxquels elle peut s'identifier. Elle peut s'inspirer de l'Inde qui a mis en place une véritable vision stratégique autour des nouvelles technologies grâce aux investissements et aux moyens d'envergure mobilisés par les Etats et les diasporas, pour réaliser cette vision et contribuer ainsi au développement du pays.
Ainsi, la mise en place de ces formations demande du temps, de l'argent et une coopération étroite des différents acteurs civils et économiques. La croissance et les évolutions sociétales impliquent et imposent de former les jeunes aux métiers qui existent aujourd'hui tout en se préparant à ceux qui existeront demain.

Accompagner l'entrepreneuriat et l'innovation : Financement et accompagnement des PME

M. Vincent DI BETTA - France - Direction de l'International et de l'Université - BpiFrance
M. Salimou BAMBA - Côte d'Ivoire - Directeur général Agence Côte d'Ivoire PME

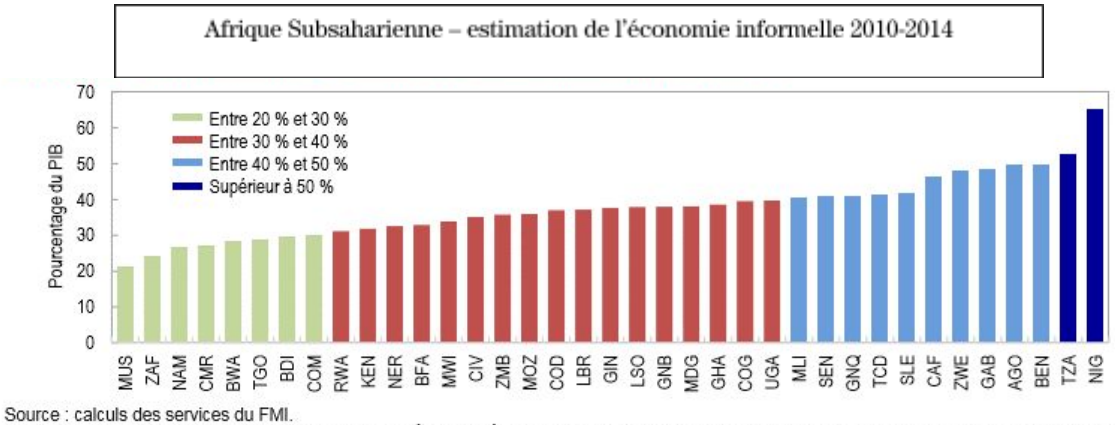
En Afrique, les PME représentent aujourd'hui 90 % des entreprises privées du continent et soutiennent la croissance et l'emploi local depuis une quinzaine d'années. Elles sont devenues des actrices incontournables du développement économique et de l'inclusion sociale. L'accès au financement est identifié comme l'un des obstacles au développement des PME. Quels sont les freins à l'obtention de financements des PME ? Comment y remédier ?

Le poids de l'économie informelle en Afrique

Selon une étude de la Banque mondiale de 2014, seules 10 % des PME auraient accès à des sources de financement en Afrique. Le financement est donc l'obstacle majeur au développement des PME. Aujourd'hui, les ressources financières sont disponibles, mais le secteur bancaire traditionnel est réticent face aux asymétries d'informations qui perdurent entre les agences bancaires et les dirigeants d'entreprise. Les PME constituent une nouvelle clientèle pertinente pour les banques dans le contexte d'un marché intérieur africain en expansion, mais les banques se heurtent à la difficulté d'évaluer les PME et d'analyser leur risque bancaire.

« L'Afrique est le continent des start-up : il n'y a pas autant de créations de start-up sur un autre continent qu'en Afrique. Par contre beaucoup d'entreprises sont créées dans une stratégie de survie sans vision de moyen à long terme, et demeurent dans l'informel. »
Vincent di Betta

Le tissu de PME africain évoluant surtout dans le secteur informel, une démarche bancaire classique est impossible car les PME produisent difficilement des documents et des états financiers conformes et légaux. Cela aboutit finalement à des prises de risques trop importantes pour les banques, ainsi que des prises de garantie disproportionnées et des taux d'intérêt prohibitifs pour les PME. Selon le rapport du FMI rendu en mai 2017, *Perspectives économiques régionales : Faire redémarrer la croissance*, l'économie informelle représenterait de 25 % à 65 % du PIB selon les pays en Afrique subsaharienne, et de 30 % à 90 % de l'emploi non-agricole.



Source : calculs des services du FMI.
Note : à l'exclusion des pays suivants : Cabo Verde, Érythrée, Éthiopie, Gambie, São Tomé-et-Príncipe, Seychelles et Soudan du Sud, en raison de l'absence d'estimations de la taille de l'économie informelle. Voir la liste des abréviations des pays à la page 76.

Le défi d'un accompagnement adapté et coordonné par les Etats

Les **banques traditionnelles** s'avèrent inopérantes et l'accompagnement spécifique dont les PME ont besoin est trop souvent inexistant.

Néanmoins certaines banques commencent à mettre en place des structures d'accompagnement spécialisées PME : en s'équipant d'unités spéciales qui leur sont dédiées, elles apprécient mieux leurs besoins et sont capables de mettre à leur disposition des outils essentiels de cotation de risque, de mesure du chiffre d'affaires et de rentabilité par exemple. Une telle montée en compétences et en gamme des banques est nécessaire pour fiabiliser les informations financières des PME.

Face à ce défi d'accompagnement, des structures publiques d'assistance et de soutien techniques aux PME ont également vu le jour sous l'impulsion des Etats. Le Sénégal a par exemple lancé l'Agence de Développement et d'Encadrement des PME, au Cameroun il s'agit du Centre de Formalités et Création d'Entreprises, en Côte d'Ivoire, l'Institut Ivoirien de l'Entreprise, au Burkina Faso, la Maison de l'entreprise, ou encore l'Espace PME au Gabon. En Côte d'Ivoire, c'est l'Agence PME qui a été mise en place il y a un an pour créer les conditions favorables au développement des PME.

« En Côte d'Ivoire, l'objectif avec l'Agence PME est de coordonner l'action gouvernementale pour mener des missions concrètes sur le terrain. L'agence a été mise en place pour fédérer l'action de l'Etat. Sous la tutelle du secrétariat d'Etat aux PME, elle a été créée pour répondre à la question de l'accès au financement, de l'accès au marché, et pour favoriser l'entrepreneuriat et l'innovation. »
Salimou Bamba

En effet, la majorité des PME peinent à atteindre le niveau de formalisation attendu par les institutions financières. C'est pourquoi ces structures publiques mettent en place un accompagnement de fond : enregistrement auprès des administrations, formalisation des états financiers, formation des équipes dirigeantes (comptabilité, gouvernance, business plans, réponse aux appels d'offres, études de marché, veille technologique, constitution de demandes de dossiers de financement …). Le Sénégal va même jusqu'à proposer un outil d'évaluation des PME afin qu'elles aient une meilleure connaissance de leurs faiblesses.

« Dans le financement de la PME et de l'innovation, le régalien peut donner l'impulsion pour provoquer un effet levier qui va entraîner le secteur privé. L'Etat doit fédérer les différentes actions d'accompagnement. Il faut que les acteurs se parlent. »
Vincent di Betta

En effet, au-delà de l'accès au financement, il y a une réelle problématique d'accompagnement des PME en amont. C'est pourquoi les Etats doivent coordonner les différentes initiatives d'accompagnement, qu'elles proviennent des gouvernements, d'organisations internationales ou d'acteurs spécialisés. Il est nécessaire aujourd'hui de pallier ce défaut de coordination en fédérant toutes les initiatives qui permettront de structurer un écosystème favorable aux PME : fonds de garantie des prêts bancaires, fonds d'amorçage, augmentation du capital, formation, accès aux crédits et à un réseau d'incubateurs et d'accélérateurs.

Repère – La mise en réseau et le renforcement de capacités des structures d'accompagnement au service de l'entrepreneuriat africain

Participants :
M. Christian JEKINNOU – France – Directeur Afric'innov
M. Ange Frederick BALMA – Côte d'Ivoire – CEO et fondateur de Lifi Led

Christian Jekkinou a rappelé l'importance de l'écosystème entrepreneurial pour le développement de l'entrepreneuriat et de l'innovation. Celui-ci se matérialise par tous les incubateurs, technopoles, pépinières et autres lieux d'aide à l'entrepreneuriat qui se créent aujourd'hui sur le continent africain. Précieux et nécessaires relais de développement, ces structures permettent aux innovateurs de renforcer considérablement leurs chances de succès et de créer des entreprises pérennes et génératrices d'emploi.

Souvent jeunes, ces structures ont des niveaux de professionnalisation très variés et manquent de moyens adaptés pour se développer. Leur financement, comme celui des startups qu'elles accompagnent, reste une des difficultés majeures et un frein à l'innovation de par le manque d'actions publiques adaptées couplé à la défiance d'investisseurs potentiels.

Face à ce constat, l'Agence Française de Développement (AFD), et un consortium d'incubateurs africains et de structures françaises impliquées dans le développement de l'innovation ont lancé Afric'innov avec l'objectif suivant : professionnaliser les structures d'accompagnement à l'entrepreneuriat en Afrique par le renforcement de la mise en réseau et des capacités.

L'action d'Afric Innov s'articule autour de :

- un processus de labellisation qui permettra de reconnaître et de valoriser les structures qui font un travail reconnu d'appui à l'entrepreneuriat innovant dans les écosystèmes en Afrique.
- un centre de ressources pour l'accompagnement à l'entrepreneuriat. Avec différents niveaux d'accès, cette "boîte à outils" collaborative offre des contenus structurés et organisés pour les aider à être plus efficaces au quotidien dans leur métier
- un outil de suivi des start-up en incubation.
- des programmes de formation pour les équipes en charge de l'accompagnement. La professionnalisation des structures passe par une formation physique ou à distance des équipes en charge de l'accompagnement.

L'ambition de cette initiative est d'améliorer et multiplier l'impact des structures accompagnées à travers :

- une plateforme web et média. Africinnov.com ambitionne d'être le réseau professionnel des structures d'accompagnement en Afrique. Il sera entre autres composé d'un espace média, d'une cartographie des structures, d'un annuaire qualifié des incubés, d'informations sur les écosystèmes… etc.

- un dispositif de financement d'amorçage pour les start-up accompagnées. Il prendra la forme d'une mise à disposition par le programme, d'avances remboursables à taux zéro aux incubateurs membres. Ces avances sont destinées à financer ou à abonder le(s) mécanisme(s) de financement d'amorçage mis en oeuvre par chaque incubateur localement.

Après la vision des accompagnateurs, voici celle de l'entrepreneur, avec l'exemple emblématique et encore trop exceptionnel, de Lifi Led

L'histoire d'Ange Frederick BALMA, CEO et fondateur de Lifi Led, illustre clairement le potentiel de l'innovation africaine ! Indigné par l'absence d'électrification et de connexion internet dans les zones rurales, il a un jour l'idée d'utiliser la lumière comme moyen de transmission des données. Cette technologie s'appelle Le LiFi (Light Fidelity) qui signifie littéralement «transmission par la lumière». La technologie se base sur la transmission de l'information (texte, photos ou vidéos) par la lumière vers un ordinateur, un smartphone ou une tablette. Économique, c'est une technologie verte moins connue et moins utilisée. Selon ses mots, le lifi led est "La rencontre de deux révolutions pacifiques et majeures du xxie siècle : la révolution numérique et la révolution de la transition énergétique pour la croissance verte".

Sa société Lifi Led Côte d'Ivoire, créée en octobre 2014, ambitionne de :

- contribuer à l'éducation numérique des populations en zones rurales par la distribution gratuite d'une connexion internet haut débit illimité
- mettre à disposition dans les lieux publics des zones rurales, une couverture électrique solaire, favoriser la réduction des charges domestiques par des économies d'énergie grâce à la commercialisation et la sensibilisation sur l'utilisation d'ampoules LED, plus économiques en consommation et plus résistante en durée de vie

Aujourd'hui, sa société opère en Côte d'Ivoire et dans plusieurs autres pays africains et s'apprête à s'implanter en Europe.

Restitution du Hackathon : Abidjan Policy Hackathon

Ce Policy Hackathon a réuni des entrepreneurs, investisseurs, universités, chercheurs et plusieurs organisations de l'écosystème numérique et entrepreneurial d'Abidjan. Cet événement accueilli au sein du LAB 2018 a été imaginé avec une ambition claire : celle de co-créer un nouveau cadre réglementaire pour l'innovation et l'entrepreneuriat en Côte d'Ivoire.

L'objectif de ce travail collectif est la coopération étroite et crédible d'acteurs travaillant ensemble pour engendrer des réformes politiques qui puissent créer des conditions plus favorables à l'entrepreneuriat, l'innovation et l'employabilité des jeunes.

Le but de cette rencontre est de produire une législation pour faire évoluer l'entrepreneuriat. Le résultat concret et attendu est la rédaction d'un avant-projet de texte réglementaire : *le Côte d'Ivoire Start-Up Act.*

La Côte d'Ivoire est le troisième pays à lancer une telle initiative collective après la réussite du *Start up Act Tunisie* et *Start up Act Sénégal.*

Le Sénégal Startup Act couvre des domaines tels que les politiques fiscales, le financement des startups, une labellisation des start-ups ou encore la promotion de la collecte et le partage des données pour que les entrepreneurs puissent développer de meilleurs business plans.

En Tunisie, le Startup Act regroupe vingt mesures qui visent principalement la simplification des procédures administratives, l'accès simplifié au financement, le soutien à la création de startup et la facilitation du déploiement à l'international des startups tunisiennes. Il a été adopté par le Parlement en 2018 sous la pression de jeunes entrepreneurs Tunisiens confrontés dans leur quotidien aux multiples freins de l'administration tunisienne.

40 start-up ivoiriennes à différents stades de croissance ont participé à cet événement. De nombreux problèmes ont été abordés, tels que le financement, le besoin de réseau ou les facilités administratives.
Plusieurs engagements majeurs ont été conclus entre les participants à l'issue du Hackathon :

- La création d'un guichet unique pour les start up.
- La création de 3 listes de startup pour les classer selon leur financement : Microfinance, banques commerciales, levée de fonds
- L'engagement conjoint de travailler main dans la main pour le projet de loi sur l'entrepreneuriat
- La production d'un « start-up act » pour promouvoir l'entrepreneuriat en Côte d'Ivoire

A noter
Le Policy Hackathon est une méthode innovante à l'initiative de i4Policy favorisant un dialogue inclusif entre les décideurs politiques, les entrepreneurs innovateurs et les communautés locales afin de créer des cadres politiques favorisant l'innovation locale ascendante.

Acteurs de l'Hackaton

- **i4Policy** réunit 48 leaders de l'écosystème entrepreneurial de 25 pays africains

- (hubs d'innovation, blogueurs, entrepreneurs). En mai 2016, ces 48 acteurs se sont réunis à Kigali pour discuter de leurs besoins en matière de législation et actions étatiques. Ils ont écrit collectivement le i4policy manifeste et l'ont dévoilé lors du Sommet Transform Africa en 2017.

- **Incubivoir** est un incubateur de projets innovants créé et lancé par le Club d'Affaires Afrique-Monde. Incub'Ivoir a pour objectif, de faire de l'accompagnement de jeunes promoteurs un vrai savoir-faire en Côte d'Ivoire.

- **Babylab**, premier FabLab de Côte d'Ivoire, Baby Lab offre un espace de formation informatique, de fabrication numérique et d'accès à Internet, axé sur les logiciels libres.

- **O Village** est un espace d'intelligence collective et d'innovation sociale lié au numérique au sein duquel, dans un esprit de partage de savoirs, des jeunes apprennent à utiliser les logiciels libres.

- **Makesense Abidjan** est une communauté de citoyens qui vient en aide aux entrepreneurs sociaux porteurs de solutions alliant impact social concret au niveau local et potentiel de réplication rapide.

- **Suguba** soutient les entrepreneurs en offrant des programmes d'accélération, de développement régionaux et internationaux et des solutions de financement. L'objectif est de promouvoir l'intégration de l'Afrique de l'Ouest par l'entrepreneuriat, en concentrant les efforts sur les femmes et les jeunes.

Conseil Présidentiel pour l'Afrique : identités et perspectives

Modérateur : Eric BAZIN - France - Fondateur du LAB

Participantes :
Mme Sarah TOUMI - Tunisie - Fondatrice de « Acacias for All » - Conseil présidentiel pour l'Afrique.
Mme Vanessa MOUNGAR - Tchad - Directrice du département Genre, Jeunesse et Société civile de la BAD - Conseil présidentiel pour l'Afrique

Qu'est ce que le Conseil présidentiel pour l'Afrique (CPA) ?

En Août 2017, dans la lignée de ses engagements de campagne concernant le renouvellement du partenariat entre la France et le continent africain, le Président de la République Emmanuel Macron crée le Conseil Présidentiel pour l'Afrique.

Organe indépendant, il incarne le nouveau visage de la relation entre l'Afrique et la France à travers sa composition paritaire, rassemblant des personnalités bénévoles de France et d'Afrique issues de la société civile et choisies pour leur investissement dans la relation entre l'Afrique et la France dans des domaines tels que l'entrepreneuriat, la santé, le sport ou la culture. Francophones sans pour autant être nécessairement originaires de l'Afrique francophone, elles se démarquent par leur action en faveur du développement du continent africain et leur volonté d'engagement pour un partenariat d'opportunités partagées entre la France et l'Afrique.

C'est un dispositif qui reste cependant peu connu du grand public : seuls 10% des personnes présentes dans la salle connaissaient le Conseil présidentiel pour l'Afrique avant le début de la conférence.
Et seules 15 personnes sur 200 présentes, ont affirmé avoir une bonne image de la France.

Sarah Toumi - "Ce qui m'a frappée, c'est le contraste entre la pauvreté du village de mon père et le confort que je connaissais en France."

Franco-tunisienne ou tunisiano-française, Sarah Toumi est née et a grandi à Paris. *"La première fois que je suis allée en Tunisie, j'avais 9 ans. Ce qui m'a frappée, c'est le contraste entre le village de mon père en Tunisie, et le confort parisien que je connaissais en France. J'ai décidé de m'installer en Tunisie en 2012, à 24 ans, et j'ai fondé Acacia for Alls. Alors que je n'avais pas la prétention de m'étendre plus loin que le village de mon père."*

Vanessa Moungar : "Je rêve d'une Afrique où chaque enfant peut naître avec les mêmes chances de départ.".

L'histoire de Vanessa Moungar commence comme celle de Sarah : c'est une histoire de contraste. *"Je suis franco-tchadienne. Je rêve d'une Afrique où chaque enfant peut naître avec les mêmes chances de départ. 75% des femmes au Tchad sont illettrées. C'était le cas de ma grand-mère. Elle travaillait aux champs, et elle a décidé de léguer tous ses biens à ses filles, pour leur assurer une chance. C'est un peu elle qui m'a convaincue d'aller à Harvard, où j'ai été major de promotion, et j'ai créé une agence de conseil pour les PME africaines, ma manière de contribuer."*

Aujourd'hui, Vanessa Moungar est directrice du département Genre, Jeunesse et Société Civile à la Banque Africaine de Développement (BAD).

Quelle est la perception de l'entrepreneuriat par les jeunes en Tunisie ?

Les jeunes ont l'impression que toutes les portes sont closes, que les administrations les empêchent d'avancer, que les banques ne veulent pas les financer… Il y a comme une forme de fracture sur le terrain entre les institutions et la jeunesse. Les femmes n'ont pas envie de partir, elles préfèrent rester avec leur famille. Se lancer dans l'entrepreneuriat, quand on est une femme en Tunisie, n'est pas chose facile. *"Quand j'ai voulu rénover une école, j'ai reçu des menaces."* explique Sarah Toumi.

Quels obstacles à l'entrepreneuriat ?

Créer une entreprise dans le secteur formel est un véritable défi en Afrique. Les principaux obstacles sont le manque d'accès à l'information, la difficulté de trouver du financement au d'accéder à un réseau et le manque de formation.

Il faut voir l'entrepreneuriat comme une fenêtre parmi d'autres, car tout le monde n'est pas entrepreneurs. Sur les 12 millions de jeunes qui arrivent sur le marché du travail chaque année, seulement 3 millions accèdent à un emploi formel. Cela ne veut pas dire que les 9 millions restant deviennent tous entrepreneurs, à moins de parler de l'entrepreneuriat de subsistance, propre au secteur informel.

Quel est le rôle de la BAD - Banque Africaine de Développement - dans le soutien à l'entrepreneuriat ?

Pour Vanessa Moungar, spécialisée dans l'accompagnement de l'entrepreneuriat féminin en Afrique, il est plus difficile d'entreprendre pour les femmes que pour les hommes. Elles ont un accès plus difficile aux droits fonciers et ont des taux d'intérêts plus élevés lorsqu'elles veulent emprunter. Pour résoudre ce problème, la BAD donne des garanties pour le financement et fait du renforcement de capacités. En effet, les femmes entreprennent de façon remarquable mais restent souvent cantonnées dans le secteur informel. Leurs entreprises sont difficilement finançables par le secteur bancaire. Il faut porter ce discours dans l'espace public pour que les choses évoluent positivement.

Qu'avez-vous retenu de votre échange, sans filtre, avec les entrepreneurs du concours African Rethink Awards à Abidjan ?

Les innovations présentées participent à changer le continent de manière positive en très peu de temps. Mais ce n'est pas facile : la fiscalité est très lourde, il manque l'accès aux formations, il y a des problèmes de corruption, il manque de transfert de technologies. En outre se posent les questions de visa, de frais de voyages quand il faut partir ailleurs.

La jeunesse est pleine d'énergie et d'optimisme mais elle est aussi désenchantée. Les gouvernements doivent mettre en place des cadres porteurs pour galvaniser cette énergie. Pour

que le système change, il faut changer les règles du jeu. Sinon on sera surtout dépendant des organisations bilatérales.

Et le Conseil présidentiel pour l'Afrique (CPA) dans tout ça ?

« On a accepté de rejoindre ce Conseil avec beaucoup d'humilité » précise Vanessa Moungar. « Le CPA a été créé dans l'optique d'avoir des perceptions et perspectives venues directement du terrain pour pouvoir influencer la "grosse machine" des institutions françaises (AFD, ambassades…). Pouvoir dire au Président de la République ce qu'attendent vraiment les jeunes africains de la France.

"Nous avons d'abord été très sceptiques, par peur d'être instrumentalisés dans un nouveau dispositif Françafrique" sur enchérit Sarah Toumi. Le rôle du CPA est de faire remonter du terrain "tout ce qui va et tout ce qui ne va pas", et de formuler des recommandations pour améliorer l'existant, en lien direct avec la société civile.
Sarah Toumi a beaucoup travaillé sur les questions du climat et de l'agriculture, secteur dans lequel les solutions de financement sont encore peu développées. L'inadéquation entre les tickets de financement proposés par l'AFD (minimum un million d'euros) et les besoins des startups (souvent moins de 100 000 euros) est une des perceptions du terrain remontée par le CPA à la Présidence Française. La création d'un fonds d'un milliard d'euros pour les startups du digital et de l'agriculture, par exemple, est partie d'une idée du CPA.

Le CPA veut arriver à la redéfinition de cette relation, dans l'optique d'un partenariat d'opportunités partagées. "C'est le caractère sincère de la démarche du Président qui m'a convaincue de rejoindre le CPA" conclut Vanessa Moungar.

Compte rendu ARA

African Rethink Award 2018, des solutions numériques innovantes au service de la santé, de l'agriculture, de l'économie circulaire et de la finance

L'esprit d'entreprendre sur le continent africain n'est plus à démontrer. Le territoire foisonne d'initiatives qui accompagnent les mutations sociétales, économiques, sociales et environnementales engagées dans les différents pays. La jeunesse y prend une part prépondérante et fait face avec ingéniosité au déficit d'infrastructures et au manque de financements.

En mettant en lumière les projets les plus prometteurs, en permettant la rencontre avec des investisseurs potentiels dans un contexte où les start-up trouvent encore difficilement les investissements nécessaires à leur développement, en offrant aux lauréats un accompagnement suivi par des parrains investis, les ARA contribuent au développement économique et social du continent et favorisent l'émergence de solutions adaptées aux besoins des populations locales.

Cette année, pour la troisième édition, 232 entrepreneurs ont présenté un dossier de candidature. Une première lecture attentive a permis de sélectionner 105 projets parmi les plus prometteurs. Le jury s'est ensuite accordé pour retenir 30 start-ups en leur offrant la possibilité de venir présenter leur projet lors du LAB. Ainsi, les trente finalistes ont été invités à Abidjan pour défendre leur business model devant un parterre d'investisseurs, chefs d'entreprise et experts. Au fil des présentations, s'est dessiné un éventail de start-up extrêmement dynamiques qui regorge d'idées à mettre au service des populations locales. Le potentiel de ces entrepreneurs venus de plusieurs pays africains témoigne du bouillonnement créatif à l'œuvre sur le continent.

Cette année encore, de nombreux secteurs d'activités sont représentés par les différents entrepreneurs. Dans le domaine de la santé, des solutions pour accompagner les particuliers dans l'accès au soin, le partage d'information et la mise en relation avec des professionnels de santé ont été mises en avant, à l'image de SO-DOKOTORO (Mali) ou EYONE (Sénégal), mais aussi des solutions pour les professionnels de santé tels que AS PHARMA SOFT (Bénin).
De nombreux entrepreneurs, venus du secteur agricole, ont défendu leur projet durant cette IVème édition des ARA : Jiinukun - Bénin - propose des paniers de produits locaux, Promagric - Cameroun - a imaginé une application qui identifie les maladies et les nuisibles qui attaquent les plantations ou encore Save our Culture - Cameroun - qui propose des modèles de cultures aqua phoniques.
Dans le domaine des FinTech, Urya - Togo - propose des solutions de cryptage des données et Relika - Togo - pallie le manque de monnaie en permettant aux commerçants de rendre la petite monnaie sous forme de monnaie électronique.
Enfin Yeelen Solar - Mali - développe des solutions d'électrification solaire off grid pour les zones rurales. dans le domaine des services Manzer Partazer - Madagascar - lutte contre le gaspillage alimentaire et la faim tandis que Tikkeo - Gabon - propose des billetteries en ligne.

La remise des prix a eu lieu vendredi 5 octobre en présence de Monsieur Famam Touré, Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire. Les lauréats ont été récompensés par une aide financière de 3000€ pour le Grand Prix et 2000€ pour les autres prix.

Le jury des African Rethink Awards était composé de :

Madame Sanaa TAZI - Directrice Data et Digital - Royal Air Maroc - Maroc
Madame Karidjata DIALLO - Fondatrice Edit Africa International - Côte d'Ivoire
Monsieur Paul GINIES - Directeur du Centre des Métiers de l'Electricité (CIE) - France
Monsieur Hermann Christian KOUASSI - Fondateur Incub'Ivoir - Côte d'Ivoire
Monsieur Vincent di BETTA - Responsable Ingénierie International - BPI France - France
Monsieur Erick YONG - Fondateur GreenTec Capital Partners - Allemagne
Madame Fanny DAUCHEZ - Seedstars - Suisse
Madame Regina MBODJ - Directrice CTIC - Sénégal

Quatre lauréats distingués :

LE GRAND PRIX
Parrainé par la Royal Air Maroc, il récompense l'entrepreneur(se) africain(e) présentant le business plan le plus performant pour répondre efficacement aux enjeux du continent africain, susceptible également d'entraîner des changements tangibles, positifs et concrets en Afrique.

1er : RELIKA - Abdel Moutalibou, Bayaille ADOYI - Togo - FinTech
Relika est une solution numérique de gestion de petites monnaies pour palier à l'insuffisance des pièces de monnaie dans la zone UEMOA. Décliné en application web, après une opération d'achat ou vente, elle peut constituer une source potentielle de levée de fonds pour les start-ups.

2ème : DOTHAN GROUP - Fabrice KOFFI - Côte d'Ivoire - FinTech
Application mobile de comptabilité simplifiée, afin d'accompagner les acteurs économiques du secteur informel dans la gestion optimale de leurs activités commerciales.

3ème : SAVE OUR AGRICULTURE - Flavien Kouatcha - Cameroun - Agriculture
Solution d'aquaponie pour faire face aux dangers environnementaux et éliminer l'utilisation de pesticides.

LE PRIX DE L'ENTREPRENEURIAT FÉMININ
Parrainé par Canal +, il récompense l'Entrepreneuriat féminin africain ou issu de la diaspora, pour l'exemplarité de son projet dans tout domaine favorisant la transition vers un modèle économique viable et durable en Afrique.

MANZER PARTAZER - Julia Venn - Madagascar

Manzer Partazer est une entreprise sociale qui lutte contre les gaspillages (et les pertes) alimentaires en Afrique, en connectant les surplus et les invendus avec ceux qui en ont besoin, tout en créant des emplois verts dans une économie circulaire.

LE PRIX AGRITECH

Parrainé par Société Générale, il récompense un(e) entrepreneur(se) dans le domaine de l'agriculture, pour l'exemplarité de son projet dans tout domaine favorisant la transition vers un modèle économique viable et durable en Côte d'Ivoire.

BAYSEDDO 2.0 - Mamadou SALL - Sénégal - AgriTech

Cette plateforme web met en relation des agriculteurs qui ont des terres et qui n'ont pas accès au financement, à des particuliers en capacité de financement et qui veulent investir dans l'agriculture en achetant des actions agricoles à durée limitée. L'achat de ces actions, valables pour une durée de 6 à 12 mois, donne droit à une partie des bénéfices qui est répartie globalement entre l'agriculteur, les investisseurs et la plateforme Bayseddo.

PRIX EXCEPTIONNEL

Parrainé par Green Tech Capital et la CCI de Côte d'Ivoire, ce prix est une surprise de l'édition 2018. Devant la qualité des start-up présentes, Green Tech a décidé de soutenir un entrepreneur par le biais d'un accompagnement et d'un apport financier.

SO DOKOTORO - Aicha DEMBELE - Mali - Santé

So-Dokotoro est la première startup malienne spécialisée en prestation des soins médicaux de proximité à domicile pour les patients à faible revenu à travers une plateforme numérique.

Grand Témoin : ***Boris Brice LEGBA*** *- Lauréat du prix AUF au concours international d'éloquence 2018*

« Tout ce qui revient dans les discours depuis hier ce sont les chiffres. Je vais vous démontrer que ces chiffres ne sont absolument rien sans les lettres. Le meilleur entrepreneur est le plus éloquent. »

Boris Brice Legba, est étudiant à l'Université d'Abomey Calavi au Bénin. Il a reçu le Prix AUF dans le cadre du concours international d'éloquence organisé le 28 mai 2018 à Paris par l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et l'AUF.

Durant le LAB 2018, il a suivi avec attention le concours des pitchs de start-up des entrepreneurs sélectionnés. Selon lui, un bon pitch vous impose de poser les mots avec éloquence et il ne faut pas avoir peur d'être sur scène, sous peine d'envoyer des signaux négatifs au jury ou de témoigner d'un certain malaise et d'un manque de confiance en soi.

« Deux ou trois entrepreneurs ont manifesté une assurance envers le jury. Il faut montrer ce que vous dites, montrer que vous le vivez vraiment, afin de transmettre de l'émotion. »

M. Legba a souligné l'importance de s'adresser à l'ensemble du public grâce à un jeu de regard et à une gestuelle ouverte. Il a également conseillé aux entrepreneurs de justifier les demandes financières afin de clarifier les besoins et les perspectives de croissance des start-up en formation. Enfin, il a mis en exergue l'importance du dialogue pour souder une équipe et gagner son adhésion et sa motivation au projet.

« La meilleure manière d'atteindre les chiffres c'est votre équipe. L'éloquence permet à un entrepreneur de manifester son leadership et de motiver son employé. Vous devez faire en sorte d'être toujours inclusif. Le « je » est très grave, il faut opter pour le « nous ». Motivation des employés. »

Enfin, conclut-il, *« l'éloquence : ce sont des bons mots placés au bon moment avec une argumentation solide. »*

Bilan

Cette édition du Land of African Business a réussi le pari qu'elle s'était lancée en fédérant toute une communauté d'acteurs, d'entrepreneurs et d'institutions autour de l'innovation comme un outil pour le développement du continent.

En effet, tous s'accordent à dire que le continent est riche de sa jeunesse, créative, avide d'opportunités et de changements. Par ailleurs, les nouvelles technologies ont multiplié le champ des possibles dans de nombreux secteurs (banque, agriculture, etc.) tant en termes d'opportunités économiques que de résolutions de défis sociaux. Certaines des applications commerciales les plus prometteuses de ces technologies se sont diffusées sur le continent. Le mobile money, souvent cité au cours du LAB, en est un exemple. Par ailleurs, la décentralisation de la production de l'électricité laisse espérer une électrification beaucoup plus rapide et à moindre coût que l'extension géographique actuelle d'un réseau traditionnelle. De la même manière, la digitalisation de contenus pédagogiques et académiques pourrait permettre de réduire drastiquement les coûts du système d'enseignement et ainsi assurer une éducation de qualité pour le plus grand nombre du primaire jusqu'au supérieur, pour autant que la délicate question de l'accès au réseau soit réglée, ce qui est en bonne voie, notamment avec le développement du Mobile Learning.

Ainsi, les propositions et travaux du LAB se sont articulées autour de trois principaux thèmes cruciaux pour le développement du continent : le désenclavement des zones rurales, le développement et l'enrichissement du système éducatif et de formation et enfin l'accompagnement des entrepreneurs et des PME.

Néanmoins, ces innovations ne pourront pas être développées par les jeunes africains sans soutien et sans moyens de la part des Etats, des institutions internationales ou encore du secteur privé. Si ces grands acteurs africains ne s'engagent pas, les innovations de demain seront le fait de grandes entreprises, souvent étrangères, et la maîtrise de son développement échappera au continent.

C'est pourquoi, les acteurs du LAB se sont accordés sur les principes d'action suivants.

1. L'Etat doit jouer un rôle de facilitateur de l'innovation en fournissant un cadre juridique et légal sécurisant mais flexible.
Par exemple, l'Etat doit éliminer les obstacles juridiques et techniques qui compliquent l'inscription à l'état civil des « enfants fantômes ». Dans un tout autre registre, l'Abidjan Policy Hackathon a insisté sur l'importance de la simplification des procédures administratives dans le domaine de la création d'entreprise.

2. L'Etat doit être le coordonnateur entre les initiatives des entrepreneurs, des entreprises et des différentes institutions publiques afin de les fédérer autour d'une vision commune et de diffuser les innovations et bonnes pratiques les plus prometteuses.

Par exemple, dans le domaine de l'éducation et de la formation, l'Etat doit pouvoir faire remonter les besoins du secteur privé pour ensuite organiser l'orientation et la sensibilisation des élèves aux métiers qui s'offrent à eux dès le secondaire.

3. Le secteur privé doit s'engager dans le soutien des innovations qui puissent changer le quotidien des africains. Par exemple, les banques ne peuvent plus ignorer les besoins de financement des PME et doivent s'engager à leur fournir des services adaptées pour permettre leur formalisation, leur financement et ainsi leur développement.

4. Cela doit aboutir à la constitution d'écosystèmes et de collaborations horizontaux à même d'inventer et de diffuser rapidement les innovations qui changeront le quotidien des africains.
L'enseignement professionnel et supérieur est un bon exemple de ce défi. Aujourd'hui, l'Afrique manque cruellement de personnes qualifiées dans les domaines scientifiques et techniques. La collaboration étroite de l'Etat, du secteur privé, des universités et institutions (nationales et étrangères) sera nécessaire pour faire émerger un écosystème de formation dynamique et performant.